

# Le sud albanais poursuit sa rébellion contre le pouvoir de Tirana

## «Si les soldats avancent sur Vlora, ce sera un bain de sang»

En dépit des pressions internationales, le président Berisha refuse toujours les exigences de l'opposition. Quatre villes du sud du pays étaient encore vendredi aux mains des rebelles. Reportage dans le port de Vlora, bastion de l'insurrection depuis sept semaines.

Vlora, envoyé spécial

**E**n bout de jetée, un gosse lance des grenades dans la rade du port déserté. Il n'y a plus ni bateau, ni poisson. Il s'amuse des gerbes d'eau sales et des explosions sourdes dont les collines répercutent l'écho sur la ville hérissée de barricades de carcasses de voitures. De temps à autre crépitem de longues rafales. Les gens sursautent puis reprennent leurs discussions à la terrasse des cafés, habitués aux tirs, aux règlements de compte et aux balles perdues qui, en dix jours, ont tué 25 personnes et en ont blessé plus de 100 autres. Tous les habitants de Vlora ont des armes et des munitions à foison prises le 1<sup>er</sup> mars dans les dépôts de l'armée. Dans ces tunnels à flan de montagne, restent des centaines de mines, quelques canons rouillés et des milliers de cartouches. Les Kalashnikov, elles, ont disparu. Elles sont le «must» pour les mafiosi locaux qui parquent en ville, tirant depuis leur Mercedes ou Golfs sans plaque.

«Trois guerres». La «Commune de Vlora» est une insurrection festive et désordonnée, aussi bonhomme que rageuse. Il suffit de crier «A bas Berisha» pour être applaudi, ou d'avoir une plaque d'immatriculation de Tirana, la capitale, pour risquer le lynchage. Le président albanais est honni par les gosses comme par les vieux. «Il nous a volé nos voix aux élections de mai 96 et notre argent avec les pyramides financières; maintenant il porte le pays à la guerre civile», lance Artur, trois ans émigré près de Milan, qui, comme la plupart des 80000 habitants de la ville portuaire, a tout perdu avec le krach, le 5 février, de la société Gjallica, qui laisse un «trou» de 360 millions de dollars. Chaque jour à 17 h, il vient aux meetings sur la grande place centrale, la «place du drapeau» avec son monument de bronze réaliste-socialiste, célébrant l'indépendan-



Des partisans anti-Berisha patrouillent près de Mamalia, l'une des 4 villes encore insurgées.

ce albanaise de 1912. C'est là le forum politique de Vlora insurgé. «En un mois, il y a eu trois guerres ici, celle des slogans, celle des pierres et maintenant la vraie, celle des armes», renchérit Arjan qui, lui aussi, a tout perdu et tient le pouvoir pour responsable. La ville s'est enrichie avec les trafics en tout genre, en premier lieu, celui de la «viande sur pied»: les immigrants clandestins albanais mais aussi kurdes, ou chinois emmenés en zodiac en Italie. Une bonne partie de cet argent a été déposé dans la société Gjallica. Les bandes de la mafia locale ont été pour cela les premières à descendre dans la rue.

**Vivres.** Toutes les autorités de l'Etat, et la plupart des agents de la police secrète ont fui depuis un mois la ville abandonnée à elle-même, assiégée sans vraiment l'être. N'ile téléphone, ni l'électricité ne sont coupés. Des camions arrivent; les vivres ne manquent pas encore. Une foule néan-

moins se presse autour d'un chargement de pommes de terre. «On ne sait pas ce qui va arriver», explique une vieille femme. «Nous sommes soumis à un embargo interne et nous avons perdu le contact avec le reste du pays. On ne peut sortir de la ville qu'au péril de notre vie», s'indigne un ingénieur qui craint moins les bandes locales incontrôlées que les agents du Shik (la police secrète) encadrant l'armée qui encercle Vlora. Il défile lentement, sans cri ni slogan, au milieu de 2 000 personnes et de quelques

grosses limousines derrière deux cercueils ouverts portés à dos d'hommes et salués par des tirs. Ritvan Hamzarai, 31 ans, et sa mère, sont morts jeudi soir, tués d'une rafale après avoir franchi le dernier point de

contrôle gouvernemental au col de Koshovica, à trente kilomètres au nord de la ville. Il avait quitté Vlora pour emmener sa femme accoucher dans un hôpital mieux équipé, hors de la zone insurgée.

**Cadres.** La rivière Vjoshë marque «la frontière». Une poignée d'insurgés en chaussure de sport, le visage recouvert d'écharpes de supporters, brandissent fièrement leurs kalashnikovs, gardant le pont aujourd'hui miné. Leur tenue hirsute ne doit pas faire illusion. «Si les soldats de Berisha avancent sur Vlora, ce sera le bain de sang», explique un des volontaires. Ils ont des armes lourdes, quelques chars et des canons pris dans les dépôts de l'Armée. Ils sont encadrés par de nombreux anciens officiers vivant à Vlora, un des principaux centres militaires albanais, avec notamment la base navale de Pasha Liman, la plus importante du pays. «Les Albanais ont tous fait l'armée et ont tous appris à se servir d'un fusil», explique un ancien capitaine, qui démisionna en 1992, après l'arrivée au pouvoir du Parti démocratique de Berisha: «Ni à Vlora, je n'avais plus d'avenir dans un régime revanchard tenu par ceux du Nord.»

**Comité de salut public.** Le mouvement spontané au début a commencé à s'organiser. Un «Comité de Salut Public» de 31 membres a depuis vendredi pignon sur rue dans un petit immeuble du centre. Il regroupe 17 partis et groupes politiques, soit toute l'opposition et en premier lieu les ex-communistes, mais aussi un transfuge du parti au pouvoir, l'ancien secrétaire local du Parti démocratique. Pour leur première «conférence de presse», ils trônent à six derrière une table, sous un grand drapeau albanais, mais refusent de donner leurs noms par peur des représailles sur des membres de leur famille «vivant de l'autre côté»: «Parmi nous, il y a des représentants de tous les gens honnêtes de Vlora.» ●●●

## «La situation de l'Albanie est figée»

Berisha exclut des élections anticipées. Les rebelles refusent de rendre les armes.

**S**ali Berisha a refusé vendredi de faire des concessions politiques, alors que les quatre villes rebelles du Sud (voir carte) ont rejeté ses offres d'amnistie. Le président albanais a exclu des élections anticipées, et la formation d'un gouvernement de coalition avec l'opposition – les deux principales revendications de cette dernière –, lors d'une rencontre avec une délégation du Conseil de l'Europe. Mais a assuré qu'il voulait utiliser «tous les moyens pacifiques» pour venir à bout de la crise, selon le chef de la délégation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, René Van der Linden. Cette Assemblée avait suggéré la tenue d'élections après l'adoption d'une nouvelle Constitution et d'une nouvelle loi électorale. Berisha ne saisit pas la gravité de la crise, alors que la com-

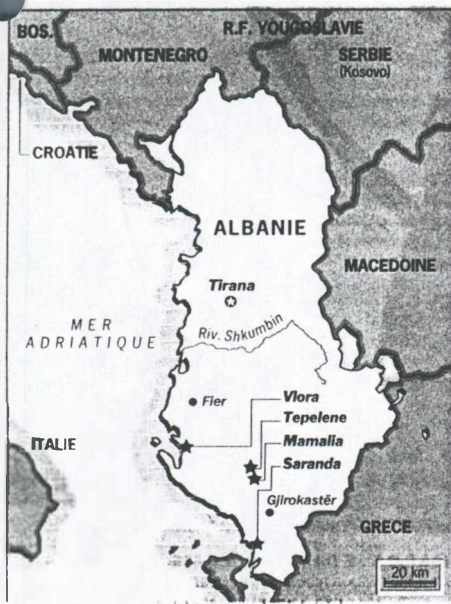
munauté internationale est en train de lâcher l'Albanie, a commenté, sous couvert de l'anonymat, l'un des membres de la délégation qui a estimé que la «situation est figée». Malgré l'ouverture d'un dialogue avec le pouvoir jeudi, l'opposition est restée méfiante face aux mesures annoncées par Berisha, qui a gelé depuis vendredi matin les opérations

### Kadaré: «Mon peuple se suicide»

A 61 ans, Ismail Kadaré, le plus grand écrivain albanais, qui vit entre Paris et Tirana, dit n'avoir «jamais connu un tel désespoir». «Le pays a été souvent menacé, mais c'est la première fois qu'il est menacé par son peuple», regrette l'auteur du Général de l'armée morte. «Quand le ministre des Finances avait condamné à la télévision le système pyramidal, tout le monde l'avait obligé à se taire, rappelle l'écrivain. Les gens ont construit un autre rêve: s'enrichir par tous les moyens. Ils ne voulaient pas être réveillés.» «Si la situation ne s'améliore pas, je suis convaincu de la nécessité absolue d'un arbitrage international. Nous avons un peuple en train de commettre son suicide.» «Il faut une aide politique ou militaire», conclut Kadaré. (AFP)

militaires pour 48 heures. «Il s'agit seulement d'une interruption du bain de sang pendant quarante-huit heures», a estimé Pandeli Mijko, un responsable socialiste (ex-PC), qui prévoit une aggravation de la situation «si cette pause n'est pas accompagnée d'autres mesures». Jeudi soir, le Premier ministre grec, Costas Simitis, et le ministre néerlandais des Affaires étran-

gères, Hans Van Mierlo, avaient affirmé que Berisha avait proposé des élections anticipées, mais qu'il y avait un «désaccord sur la date». Selon l'opposition, aucune proposition en ce sens n'a été formulée. Chargé d'une mission de bons offices, Hans Van Mierlo a rencontré Berisha. Et une délégation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) est arrivée en Albanie pour préparer une mission de l'ex-chancelier autrichien Franz Vranitzky. La Grèce va envoyer samedi à Tirana son secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Yannis Kranidiotis. Vendredi, 80 habitants de Saranda se sont réfugiés dans l'île grecque de Corfou, où 70 ont été acceptés et 10 refusés. Une cinquantaine d'Albanais de Vlora ont eux rejoint la côte italienne. (Avec AFP)



L'ÉVÉNEMENT

●●● D'abord a ressurgi il y a un mois un Comité de défense des épargnants grugés, un groupe de 7 à 8 personnes. «Puis les membres des familles des premières victimes nous ont rejoint, suivis par les forces politiques et les étudiants en grève de la faim pour obtenir la démission du président», raconte un des premiers leaders de la révolte. Chemise rouge, blouson de cuir et gueule de bellâtre, seul le président du Comité, Albert Shyti, accepte de sortir de l'anonymat: «Nous voulons faire comprendre à l'opinion mondiale que la politique de Sali Berisha et de ses bandes portent à la division Nord-Sud de l'Albanie et à une guerre fratricide.» Leurs exigences sont claires: un gouvernement de coalition et, surtout, une date précise pour les élections anticipées: «C'est la seule chose qui pourra vraiment calmer les esprits dans la ville». Il y a aussi le remboursement de l'argent perdu. «Tant que ces revendications n'auront pas été satisfaites et tant que nous serons encerclés par des forces hostiles, jamais nous ne rendrons les armes». C'est désormais un contre-pouvoir qui s'installe. La révolte de Vlora se transforme petit à petit en une petite révolution.

**Urgences.** «La première des urgences est le blésissement d'un minimum d'ordre public», espère un enseignant de tout cœur avec l'insurrection. Chaque jour, deux ou trois personnes tombent sous les balles et une dizaine d'autres sont blessées. Les moyens de l'hôpital sont dérisoires et le matériel sanitaire commence à manquer. «C'est tragiquement absurde mais depuis le début de l'insurrection, le 28 février, il n'y a pas eu de morts dans les affrontements avec les gouvernementaux. Seulement des victimes de règlements de comptes et de balles perdues», souligne le directeur. L'une d'elles était une fillette de 4 ans. Le Comité de Salut Public, un peu embarrassé, accuse «les agents du Shik, toujours cachés en ville, qui font régner chaque nuit la terreur». Dans le couloir de l'hôpital, des femmes pleurent. L'homme sur le billard a peu de chances de s'en sortir. Il était dans un café quand une rixe a dégénéré. Dès que l'obscurité tombe, chacun se terre chez soi, même s'il n'y a pas de couvre-feu dans Vlora insurgé. Mais la nuit appartient aux dingues de la gâchette ●



A Saranda, vendredi. Le «conseil de défense» de la ville en rébellion a décidé de renforcer la protection de la commune.



Vendredi, l'armée bloque la route reliant Saranda au Sud. L'Albanie vit sous l'état d'urgence depuis dimanche dernier.

EDITORIAL  
PIERRE  
BRIANÇON

limiter  
 la casse

**A**vec Sali Berisha, on peut dire que les gouvernements occidentaux ont tapé dans le mille. Le «président» albanais, élu dans le doute et réélu dans la fraude, présentait toutes les garanties dont les chancelleries qui se veulent «civilisées» se contentent dans les pays obscurs et turbulents. Dès lors qu'il semblait assurer une forme de tranquillité dans un pays qu'on voulait avant tout stable et calme, on était prêt, de Washington à Bonn en passant par Paris, à regarder ailleurs lorsque la démocratie pure et parfaite était écornée – tout arrive – à Tirana. Depuis la fin du communisme, que de sottises intellectuelles ont ainsi été commises au nom du fantasme d'une stabilité retrouvée, en Europe centrale ou dans les Balkans...

On peut regretter qu'une pression plus amicale n'ait pas été exercée sur Sali Berisha pour qu'il ouvre un peu le système qui retournait progressivement au clanisme. Mais on peut douter aussi que les pressions occidentales suffisent désormais à lui faire entendre raison, s'il a vraiment décidé de ne rien écouter. Son offre fragile de trêve a été repoussée, sinon par l'«opposition», en tout cas, visiblement, par les émeutiers du Sud. On ne sait même plus – toujours du point de vue des gouvernements européens – s'il est d'ailleurs encore temps de faire quelque chose de sensé et de réel avec une telle équipe au pouvoir – ce «pouvoir» de plus en plus virtuel.

On voit donc l'Europe et les États-Unis tenter une fois de plus – et, une fois de plus, vaguement – de limiter la casse, parce qu'il n'y a pas beaucoup d'autres options possibles, et que l'obsession de la contagion hante évidemment les diplomates. Aucune des politiques possibles n'est très glorieuse. Mais une inquiétude naît du précédent bosniaque – au-delà des différences, considérables, entre les deux situations: l'Europe a tendance à attendre l'irréparable avant de s'intéresser vraiment aux drames qui se déroulent à ses portes.

JACQUES AMALRIC

Un pays miné par la fracture communautaire

Depuis 1992, les Guègues du Nord ont chassé du pouvoir les Tosques du Sud.

**P**ourquoi Enver Hoxha a-t-il interdit la pratique de toute religion en Albanie en 1967? Concernant un dirigeant marxiste, la question pourrait faire sourire. Il n'en est rien, car c'est plus pour des raisons nationalistes qu'idéologiques que le dictateur albanais a proclamé l'éradication des religions. Il savait, plus que quiconque, combien le sentiment national albanais était faible. Ce n'est qu'en 1912, en effet, que ce qui constitue l'Albanie d'aujourd'hui échappe à l'emprise de l'Empire ottoman. Mais cette société clanique n'est homogène qu'en apparence. Trois religions y cohabitent: la catholique (10% de la population), l'orthodoxe (20%) et la musulmane (70%). Et si les musulmans sont à peu près également répartis sur tout le territoire, les catholiques sont concentrés au nord et les orthodoxes au sud. A cette division religieuse correspond une division communautaire basée sur des éléments historiques et culturels, plutôt qu'éthniques: le Nord est peuplé de Guègues, dont les aïeux ont peu à peu émigré vers le Kosovo et la Macédoine, alors que le Sud est habité par les Tosques.

**Le «nationalisme» de Hoxha.** Ces divisions ont longtemps rendu improbable l'existence d'une nation albanaise. En 1914, la Grèce fomenta une puissante révolte dans le Sud (où vit encore aujourd'hui une minorité d'origine grecque évaluée à 200 000 personnes). Au sortir de la Première Guerre mondiale, l'Italie tenta de se faire confier un «mandat» sur l'Albanie. En 1939, Mussolini parvint finalement à ses fins, mais par la force. A la fin de la Seconde Guer-

re mondiale, personne n'aurait parié un kopeck sur la pérennité de l'Albanie. Certes, les communistes albanais avaient bien combattu Italiens et Allemands, mais en coordination avec les communistes yougoslaves de Tito, et ce dernier comptait bien annexer l'Albanie. Cette perspective ne choqua pas grand monde en Occident. Le Sénat américain ne s'était-il pas prononcé, en 1946, en faveur du rattachement du nord de l'Albanie à la Yougoslavie et du Sud à la Grèce? Nombre de communistes albanais étaient d'ailleurs favorables à l'intégration à la Fédération yougoslave. A une exception notable: le jeune professeur de français Enver Hoxha, formé à Paris et à Montpellier. D'autant plus nationaliste qu'il doutait de l'existence d'une nation albanaise, il n'avait pas ménagé ses coups contre ses camarades de parti qu'il jugeait trop inféodés à Tito, donc, croyait-il alors, à Moscou. Minoritaire, Hoxha accepta en grognant la levée des barrières douanrières entre la Yougoslavie et l'Albanie, ainsi que l'unification des commandements militaires. Convoqué à Moscou, il est reçu par Staline, qui doute de son internationalisme et le qualifie de «petit-bourgeois trop enclin au nationalisme». Ce n'était pas mal vu!

C'est la rupture entre Tito et Staline, en 1948, qui permettra à Hoxha de venir à bout de ses adversaires en les accusant du péché mortel de «titisme». Sous prétexte d'obtempérer aux ordres d'excommunication

venus de Moscou, Hoxha élimine – à tous les sens du terme – les dirigeants communistes yougoslaves. Son national-communisme exacerbé lui fera rompre ensuite avec l'URSS de Khrouchtchev, en 1961, puis avec la Chine, en 1978. Son obsession des ingérences extérieures explique en grand partie qu'il ait transformé son pays en véritable prison.

**Communisme et clanisme.** Hoxha était originaire du Sud, de Gïrokaster. Alliant communisme et clanisme, il faisait surtout confiance à sa clientèle tosqe pour imposer son pouvoir. Il n'est donc pas étonnant que la révolte contre le Guègue nordiste Berisha ait éclaté dans le sud du pays, où sont revenus vivre bon nombre d'officiers et de membres de la police secrète du régime de Hoxha limogés à partir de 1992. Il fallait faire place nette pour les «obligés» de Berisha, descendus de leurs montagnes du Nord pour occuper les postes de confiance. Sa seule appartenance à la tribu des Guègues aida beaucoup Berisha à se faire passer pour un bon démocrate et à faire oublier les vingt années qu'il passa au secrétariat du PC albanais.

La division Nord-Sud a même affecté la criminalisation de la société albanaise. La mafia guègue du Nord serait spécialisée dans le trafic de drogue et de cigarettes. Celle du Sud, qui compterait nombre d'auxiliaires civils et militaires limogés par Berisha, verserait, elle, dans le trafic d'armes et de l'immigration clandestine. Son quartier général, de notoriété publique, était installé depuis longtemps dans la ville portuaire de Vlora, aujourd'hui bastion rebelle ●

Nombre d'officiers et de membres de la police secrète du régime communiste de Hoxha limogés par Berisha sont revenus vivre dans le sud du pays.

MARC SEMO